



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<http://www.peacebrigades.org>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 123

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Comment devient-ton volontaire ?

L'organisation PBI-Belgium se tient à votre disposition pour répondre à vos questions et vous informer des rencontres possibles : séances d'information, réunions du groupe bruxellois, formations pour un projet. De cette manière, vous en saurez davantage sur PBI et son travail. PBI-Belgium offre plusieurs manières de s'impliquer dans son travail : en tant que volontaire sur le terrain ou bénévole en Belgique.

Lors d'une séance d'information, vous en apprendrez davantage sur PBI et les possibilités d'engagement au sein de l'organisation. Vous y rencontrerez également un(e) ancien(ne) volontaire qui vous familiarisera avec le contenu du travail sur le terrain.

Après avoir reçu votre candidature pour un projet, l'équipe de collaborateurs vous convoquera pour un entretien téléphonique. Si votre dossier est retenu, vous commencerez une formation à distance, approfondissant les principes de PBI et vos connaissances du pays dans lequel vous souhaitez vous engager. Vous participerez ensuite à une formation intensive de sept à dix jours dans un pays d'Europe, durant laquelle vous développerez vos compétences en analyse politique, en gestion du stress, en prise de décision par consensus, mais également votre capacité à vivre et travailler en groupe. A l'issue de cette formation, une décision sera prise sur votre recrutement.

Afin de faire connaître le travail de PBI, vous serez mis en contact avec des personnalités politiques et des médias de votre région. Il est également recommandé que vous constituiez un groupe de soutien composé de vos proches ou autres personnes. Leur rôle est important durant votre engagement, car ils pourront vous soutenir et vous entourer. Avant votre départ, PBI-Belgium propose également aux volontaires d'organiser une fête de départ, permettant de présenter le projet dans lequel vous vous engagez, mais aussi d'élargir son propre réseau de soutien stratégique, politique ou financier.

Un fois sur le terrain, vous serez intégré(e) dans le projet par une équipe expérimentée et pluridisciplinaire. Pour des raisons de sécurité, vous partagerez votre vie quotidienne avec la même équipe. Les tâches varieront entre l'accompagnement protecteur physique ou à distance, les relations avec le corps diplomatique, les autorités locales et nationales, la société civile, les forces armées, mais aussi le travail d'analyse politique, la diffusion d'information, la rédaction de rapports d'activité, la conduite et la participation à des séances d'équipe, etc.

Durant tout votre séjour, votre groupe de soutien et l'organisation PBI-Belgium vous appuieront. A votre retour, votre expérience et votre engagement seront fortement appréciés pour un travail de relations publiques. L'engagement des volontaires en faveur des droits humains se prolonge ainsi en sensibilisant les divers secteurs de la société belge. Votre expérience sera également sollicitée pour l'information et la formation des nouveaux volontaires.

Dans ce numéro...

Mexique

Elections en vue : nouvelle donne ou pas ?
Page 2

La Sierra Tarahumara, face cachée du
tourisme mexicain

Page 3

Honduras

Tensions post-électorales

Page 4

Colombie

"Le massacre de 2005 n'a pas été la fin
mais un nouveau commencement"

Page 5

Entretien avant départ avec la volontaire
suisse Yvonne Furrer

Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Mexique

Elections en vue : nouvelle donne ou pas ?

En juillet 2018 auront lieu les prochaines élections générales au Mexique. En 2012, le président Enrique Peña Nieto était présenté comme le candidat capable de réduire l'insécurité, mais force est de constater que, six ans plus tard, le Mexique subit une véritable crise des droits humains. L'indignation suscitée au Mexique et à l'international par la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa a permis de révéler d'autres cas emblématiques de cette crise.

La dégradation du climat sécuritaire sert aujourd'hui de toile de fond pour ces élections, 2017 étant l'année la plus violente qu'ait vécue le Mexique, surpassant même les niveaux atteints en 2011, année où la « guerre contre le narco » battait son plein : plus de 25 300 assassinats, une augmentation de 152% des féminicides et, à la date du 31 juillet 2017, plus de 2 400 disparitions dénoncées. Défenseur(e)s et journalistes ont également été pris pour cibles : selon l'organisation Article 19, les autorités ont enregistré en 2017 une agression contre un (e) journaliste toutes les 15 heures environ et le Réseau national des organismes civils des droits humains « Tous les droits pour toutes et tous » (Red TDT) a dénoncé la généralisation des agressions et menaces contre les défenseur(e)s (862 entre janvier et le 31 juillet 2017), démontrant ainsi le manque de volonté politique de l'Etat pour protéger défenseur(e)s et journalistes alors même qu'en 2012 a été créé un mécanisme national à cet effet.

La société civile craint une exacerbation de l'insécurité par les élections, alors même que ces dernières seront les plus importantes jamais connues au Mexique : en plus du président de la République, seront élus 128 sénateurs et 800 députés fédéraux, 9 gouverneurs et 2 768 députés locaux, maires et conseillers municipaux. Face à un tel renouvellement des élus politiques, les cartels réaffirment leur emprise sur les différents territoires pour distiller l'incertitude et négocier de nouvelles alliances.

Dernier outil dans la lutte contre le « narco », la Loi de Sécurité intérieure (LSI) permet de régulariser la présence de l'armée dans la rue pour remplacer la police, jugée incompétente et corrompue, faisant ainsi de toute question de sécurité citoyenne une affaire de sécurité nationale. Outre le fait que des ONG mexicaines et internationales ont documenté par le passé que l'implication de l'armée engendrait plus de violations des droits humains qu'une réelle diminution de l'insécurité, la LSI ne prétend même pas instaurer les garanties nécessaires pour éviter ces dérives. Cette loi pourrait également, vu le contexte électoral, permettre à l'armée de réprimer facilement des manifestations contre la fraude électorale ou encore de prendre par la force le pouvoir. Plus problématique encore, cette loi ne prend en compte aucun des problèmes de fonds corollaires de la crise des droits humains qui secoue le pays : la corruption est rampante et atteint les plus hautes sphères politiques, l'impunité est presque totale (99% selon la Commission interaméricaine des droits de l'Homme), le personnel policier n'est pas qualifié et n'a pas les moyens d'affronter une telle situation.



Devant ce panorama et à moins de six mois des élections nationales, les principales alliances politiques ainsi que leurs candidats sont maintenant définis. Pour la première fois des candidats indépendants pourront se présenter à condition de réunir 866 593 signatures de soutien dans au moins 17 des 32 Etats qui composent le Mexique. C'est par exemple le cas de Marichuy, porte-parole du Conseil indigène de gouvernement (CIG) et candidature emblématique, puisque première femme autochtone à se présenter aux élections présidentielles.

Marichuy et le CIG sont partis en campagne contre ce qu'ils nomment « le mauvais gouvernement mexicain » et ne cessent depuis de dénoncer les barrières imposées par le système électoral aux candidatures indépendantes : difficulté d'obtenir autant de soutien en un temps si réduit, obligation d'acquiescer un smartphone afin d'attribuer sa signature, excluant ainsi les populations mexicaines les plus pauvres, parmi lesquelles les populations autochtones, premier soutien de Marichuy.

Par ailleurs et au vu des derniers sondages d'intentions de vote, les partis politiques traditionnels semblent perdre du terrain, au profit de la coalition de gauche conduite par le Mouvement de régénération nationale (MORENA). Selon Barbara Ester, sociologue au Centre stratégique de géopolitique d'Amérique latine (CELAG), les scandales de corruption répétés et les graves violations de droits humains qui ont marqué (et continuent de le faire) le mandat d'Enrique Peña Nieto, seraient en partie à l'origine de l'ascension de Morena et de son leader Andrés Manuel López Obrador.



A m é r i q u e s

En effet depuis des années, ce dernier a fait de la lutte contre la corruption la priorité de son programme politique, d'abord comme président du PRD et maintenant avec MORENA. De plus, le fait que la gauche mexicaine se soit majoritairement exprimée contre la Loi controversée de Sécurité intérieure lors de son adoption au parlement en novembre dernier aurait également joué en sa faveur, explique la sociologue. Au contraire, la coalition emmenée par le Parti actuellement au pouvoir et son candidat José Antonio Meade n'arrive qu'en troisième position, juste derrière l'alliance formée, entre autres, par les deux autres grands partis traditionnels mexicains : le Parti de la révolution démocratique (PRD) et le Parti action nationale (PAN), parti de Felipe Calderón, l'ex-Président qui a initié la tristement célèbre « guerre contre le Narco ».

Cependant, le paysage électoral est encore très incertain, d'autant plus qu'il est sous la menace de la fraude électorale qui a déjà frappé le Mexique à plusieurs reprises, comme par exemple en juin dernier lors des élections dans l'Etat fédéré de Mexico, où la candidate de Morena était donnée en tête (dans un Etat où le PRI gouverne sans alternance depuis la création de ce parti). Quelques jours avant que n'aient lieu les élections, des têtes de porc avaient été retrouvées devant le

bureau de Morena dans plusieurs municipalités de l'Etat ainsi que devant de futurs bureaux de vote. Certaines de ces têtes étaient accompagnées de noms ainsi que d'une croix menaçant et dissuadant clairement la population mexicaine d'exercer librement son droit de vote. Consciente des fortes possibilités qu'un tel schéma ne se répète et malgré les risques que cela comporte, la société mexicaine continue de se mobiliser et de dénoncer au niveau national et international les graves violations des droits humains ainsi que la corruption et le manque de volonté politique du gouvernement mexicain pour résoudre cette crise. En sont la preuve les mouvements #SeguridadSinGuerra et #FiscalíaQueSirva, créés afin de lutter contre la LSI et l'impunité dans le pays et qui ont déjà déclaré que les tensions en 2018 iraient au-delà des tensions électorales.

Par ailleurs, l'année 2018 sera également marquée par deux rendez-vous internationaux sur le Mexique : l'Examen périodique universel et le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Ainsi, quel que soit le vainqueur de la présidentielle, celui-ci devra non seulement gérer les tensions sociales internes, mais aussi rendre compte de la situation des droits humains devant la communauté internationale.

Sara Méry et Mélanie Paboeuf

La Sierra Tarahumara, face cachée du tourisme mexicain

Les grands projets touristiques ont rarement un impact nul sur les populations locales. L'exemple de la Sierra Tarahumara dans le nord du Mexique est particulièrement parlant. Le nouveau rapport PBI "Defender la Vida, personas defensoras de tierra, territorio y medio ambiente en riesgo" montre la corrélation entre le tourisme et la résistance des communautés autochtones dans cette région.



Dans le nord du Mexique, juste à la frontière avec les États-Unis, se trouve le Copper Canyon, soit une partie du territoire de la Sierra Tarahumara. Dans les nombreux canyons et les forêts de ce territoire se niche une grande biodiversité. Ces ressources naturelles impressionnantes ont généré le développement de différents projets touristiques ces dernières années.

Ce boom touristique a eu un fort impact négatif sur la population indigène locale. Les projets polluent les

eaux locales et sont responsables des dégagements forestiers à grande échelle. En outre, l'augmentation des flux touristiques laisse des quantités considérables de déchets dans les forêts et les gorges de la Sierra Tarahumara. Pour les Tarahumaras, la population autochtone qui réside dans la région depuis plus de 500 ans, le tourisme a des conséquences encore plus importantes. Plusieurs villages devront être déplacés pour laisser la place à un parc touristique comprenant des hôtels et un terrain de golf.

La population indigène se bat pour ses droits environnementaux et contre la délocalisation dans un contexte de violence dû à la présence du crime organisé. Le rapport de PBI-Mexique, réalisé avec le soutien de la Confédération suisse, met en lumière la situation des Tarahumaras. Sa version pdf est consultable gratuitement à partir du lien suivant de PBI-Suisse : http://mypbi.net/fileadmin/user_files/projects/mexico/files/Web/Defender_la_Vida_digital-1.pdf

Article de PBI-Suisse



Honduras

Tensions post-électorales

Le 26 novembre dernier, au Honduras, se sont tenues les élections législatives, municipales et présidentielles. Deux candidats étaient donnés favoris pour cette dernière : Juan Orlando Hernandez, du Parti National (PN) et le président du Honduras de 2013 à 2017, et Salvador Nasralla, pour l'Alliance d'opposition contre la dictature. La Constitution hondurienne ne permet pas aux présidents de briguer un second mandat. Toutefois une décision de la Cour suprême avait autorisé M. Hernandez à se présenter à sa propre succession.



Le Tribunal suprême électoral (TSE), chargé de superviser le processus électoral, a annoncé le 26 novembre au soir des résultats partiels donnant Salvador Nasralla en avance sur son opposant, avant que la tendance ne s'inverse. Dans le même temps, le TSE donnait dès les premiers comptages le PN vainqueur des élections législatives (61 sièges sur 128) et municipales (171 sur 298 maires), sur respectivement plus de 97% et 92% des voix.

Des manifestations ont très rapidement eu lieu dans de nombreuses villes du Honduras, exigeant un processus électoral transparent et des résultats fiables. Ces manifestations ont subi une répression particulièrement violente, dénoncée par exemple dans un communiqué commun, le 20 décembre, par le Bureau du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme et la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, qui se sont alarmés de l'usage illégal et excessif de la force et ont dénoncé nombre de décès, blessés, arrestations et actes de torture au sein de prisons militaires.

PBI-Honduras s'est également fait l'écho de cette forte préoccupation suite à de nombreux incidents rapportés par des défenseur(e)s des droits humains. L'espace de travail des défenseur(e)s s'est trouvé considéra-

blement réduit suite à l'instauration d'un couvre-feu et à la suspension de certaines garanties constitutionnelles, le 1er décembre. Ces dispositions doivent pourtant être utilisées, selon la Convention américaine des droits de l'Homme, seulement dans des situations exceptionnelles et de manière proportionnée. PBI-Honduras l'a d'ailleurs rappelé en appelant la communauté internationale, dans un communiqué public, à exhorter l'Etat hondurien à respecter son obligation de garantir la protection, la promotion et le respect des droits humains et des libertés fondamentales.

Les violences n'ont pour autant pas cessé, et PBI-Honduras a d'ailleurs attiré l'attention de la communauté internationale sur l'augmentation exponentielle du nombre d'incidents, dans une alerte publique datée du 22 janvier. 35 incidents de sécurité ont été enregistrés et vérifiés par PBI-Honduras entre le 26 novembre et le 21 janvier. Le Comité des familles de détenus disparus au Honduras (COFADEH) a quant à lui enregistré 30 assassinats entre le 30 novembre et le 28 décembre. Ceci alors que de nouvelles manifestations étaient prévues les 27 et 28 janvier, week-end de l'investiture de M. Hernandez.

Ces élections générales intervenaient dans un contexte où les défenseur(e)s des droits humains accompagné(e)s par PBI-Honduras n'ont eu de cesse de dénoncer la fermeture de leur espace de travail et une militarisation croissante du pays, allant à l'encontre des droits et libertés fondamentaux. Dans un tel contexte, on voit mal comment pourra aboutir la mission exploratoire de l'ONU, mise sur pied à la demande du nouveau gouvernement et devant déboucher sur une mission de médiation à laquelle l'Alliance s'est dite prête à participer. Pas sûr que la réponse de M. Hernandez aux appels au dialogue de ses partenaires internationaux ne satisfasse la volonté des manifestants et ne mette un terme aux violences.

Vanessa Herault



Témoignage avant départ de la volontaire suisse Jeannine Käser

Jeannine Käser a travaillé six mois en tant que stagiaire chez PBI-Suisse en 2016-2017, après avoir voyagé en Amérique du Sud pendant un an. Mais, comme elle voulait retourner en Amérique latine pour plus longtemps, elle a postulé pour le projet de PBI au Honduras. Le 8 décembre 2017, après une formation spécifique, elle s'est envolée pour le Honduras afin d'y travailler un an pour le respect des droits humains. A la question de sa motivation, voici ce qu'elle a répondu : « J'ai pris la décision de m'engager avec PBI après avoir eu l'occasion de rencontrer plusieurs défenseur(e)s des droits humains (DDH) lors de leurs tournées en Suisse. Entendre leurs témoignages directs sur l'importance de PBI pour pouvoir continuer de défendre leurs causes et rester en vie a été d'une grande motivation. »



Colombie

“Le massacre de 2005 n’a pas été la fin mais un nouveau commencement”

“Nous avons toujours dit et, en ce sens, nous sommes clairs, jusqu’au jour d’aujourd’hui, nous résistons et nous continuerons car notre projet est de continuer à résister et à défendre nos droits. Nous ne savons pas jusque quand, parce que ce que nous avons vécu durant toute l’histoire, c’est qu’aujourd’hui nous parlons, mais que demain nous pouvons être morts, qu’aujourd’hui nous sommes à San José de Apartadó, mais que demain la plupart des gens peuvent être déplacés ou victimes d’un massacre (...)”

Extrait de l’interview de Luis Eduardo Guerra, 37 jours avant d’être assassiné avec 7 autres personnes.

Plus de 300 assassinats et des centaines de disparitions, tortures, déplacements forcés, vols et menaces n’ont pas anesthésié la douleur de la Communauté de Paix de San José de Apartadó dans ses 21 ans d’existence, mais sa capacité de résistance non plus. Chaque nouvelle agression se vit avec la même intensité, un mélange de souffrance, de rage et de colère : “La peur est ce que nous ressentons le moins. Nous pensons que ceux qui ont donné la vie et ne se sont pas soumis, ont triomphé. C’est pour cela qu’il faut continuer, même s’il peut y avoir de nouvelles attaques”, m’ont affirmé quelques paysans il y a quelques jours alors que j’étais à Mulatos, en se rappelant le massacre de 2005, qui eut lieu il y a tout juste 13 ans. La preuve la plus récente de cette ténacité a été la réaction commune face à la tentative d’assassinat de Germán Graciano, le représentant légal de la communauté, le 29 décembre dernier : les paysans et paysannes ont affronté les assassins, les ont désarmés, les ont capturés et ont ainsi pu éviter un nouveau drame.

Cependant, l’impact de ce qui s’est passé le 21 février 2005 à Mulatos et La Resbalosa aurait pu avoir des conséquences sur la survie de la Communauté. La cruauté avec laquelle les victimes ont été exécutées, à coup de gourdins et de machettes pour 7 membres de la Communauté : Luis Eduardo Guerra, 35 ans; Bellanira Areiza, 17 ans ; Deiner Andrés Guerra, 11 ans ; Alfonso Bolívar, 30 ans ; Sandra Milena Muñoz, 24 ans ; Natalia Andrea Tuberquia, 6 ans, et Santiago Tuberquia, 2 ans. Quant à Alejandro Pérez, 30 ans, paysan de la région, il a été assassiné à coup de feu. La mort de Luis Eduardo Guerra, un des leaders historiques au rôle considérable, les fortes stigmatisations qui ont suivi le massacre et la militarisation de San José semblaient répondre à l’objectif d’en finir avec ce modèle de résistance civile face à la guerre.

La Communauté en était convaincue depuis le début. L’intention des militaires et paramilitaires qui ont commis le massacre était “de nous effacer de la carte, mais ça n’a pas été la fin mais un nouveau commencement”, affirme l’un des habitants de San Josecito. Un autre paysan, qui a reçu la formation de Luis Eduardo Guerra lorsqu’il est entré dans la Communauté, admet qu’en ces moments difficiles, ils ont perdu la capacité de s’organiser et une personne presque irremplaçable, mais “nous trouvons le courage partout où nous pouvons pour continuer. Maintenant, ce que nous cher-



Cortège à l’occasion du cinquième anniversaire du massacre de San José de Apartadó

chons, c’est de ne plus perdre aucun compagnon pour pouvoir continuer”.

Depuis lors, la Communauté non seulement s’est maintenue, mais elle s’est également renforcée avec l’intégration de nouvelles générations dans la coordination, le développement de projets productifs et la récupération de terres. Un an après le massacre, les premières familles qui s’étaient déplacées ont commencé à retourner à Mulatos et à construire en sa mémoire le “Hameau de paix Luis Eduardo Guerra”.

“Donner sa vie pour ne pas donner sa terre”

Luis Eduardo Guerra est né à Peque (Antioquia), mais, enfant, il a déménagé avec ses parents à Mulatos. Lorsque la guerre a ravagé la région, il a été un des premiers à opter pour la résistance civile et a parcouru les hameaux, avec d’autres paysans, afin de voir “qui était prêt à donner sa vie pour ne pas donner sa terre”, se rappelle l’un des leaders de la Communauté qui a vécu ces jours-là avec “Lucho”. Environ 700 paysans et paysannes ont pris l’engagement de la neutralité, ont continué la Communauté de Paix le 23 mars 1997 et ont élu le premier Conseil Interne pour la gestion et la coordination de la Communauté, dont a fait partie Luis Eduardo.

Quelques jours plus tard eut lieu une violente attaque paramilitaire, causant plusieurs massacres au sein de la Communauté : “Nous vivions une situation de tension terrible ; nous devons nous réunir deux ou trois fois par jour afin de voir ce que nous pouvions faire et, en



même temps, nous allions récupérer les cadavres et affronter l'armée qui nous réquisitionnait constamment". Depuis lors se sont forgés les solides principes qui caractérisent cette population. Et Lucho a été un bon exemple : "Il était clair, direct et, même s'il aimait boire un verre dans l'intimité, il était une personne sérieuse dans ses manières, forte dans ses discours et engagée avec la Communauté jusqu'à la fin." La défense radicale de ce projet de vie l'a mis dans le collimateur de ceux qui ont voulu en finir avec ce modèle.

Il a été obligé de quitter San José, mais, après 3 ans, il a décidé de rentrer malgré les recommandations contraires de ses compagnons : "Il nous disait "Je fais rien moi ici pendant que vous êtes pris dans la boue". Il est revenu et, quelques mois plus tard, il a été assassi-

né." La décision de revenir n'a pas été inconsciente, il a évalué les risques qu'il prenait, mais il a choisi de les prendre parce que c'était son choix de vie. "Il savait même qu'une opération militaire allait se dérouler ce jour-là, lorsqu'il s'est rendu à Mulatos pour travailler sa terre. Mais il pensait que rien ne pouvait lui arriver, puisque l'armée était présente dans la zone. En plus, à cette époque-là, il était l'interlocuteur avec le gouvernement", commentent ceux qui ont vécu ces journées tragiques. "Nous avons perdu Lucho, un ami, un compagnon, un leader,... Mais lui et tous ceux qui nous manquent nous ont montré le chemin qu'il faut suivre", disent ceux qui continuent de lutter pour une vie digne.

Paco Simón

Entretien avant départ avec la volontaire suisse Yvonne Furrer

Née à Toggenburg, Yvonne Furrer est partie en Colombie le 5 décembre 2017. Après avoir terminé son stage à PBI-Suisse en 2012 et organisé une tournée de conférences pour les défenseur(e)s des droits humains colombiens, elle a voulu passer à l'action. Ayant fait des études de droits humains et acquis une expérience diplomatique avec le Département fédéral des affaires étrangères, elle est maintenant parfaitement préparée pour sa mission.

Pourquoi ?

Être solidaire, être aux côtés de personnes qui défendent les droits de tous et la résolution pacifique des conflits est un honneur pour moi. C'est un privilège d'aller en Colombie en tant que volontaire internationale de PBI et d'accompagner les défenseur(e)s des droits humains (DDH) sur place. Leur engagement mérite tout le soutien possible. Malgré les menaces auxquelles ces personnes, leurs familles ou leurs communautés sont confrontées, elles continuent à œuvrer pour la justice sociale et les droits humains.

La présence de PBI est particulièrement importante en ce moment.

Aujourd'hui, suite à la signature de l'Accord de paix entre les FARC-EP et le gouvernement et du fait des négociations avec la guérilla de l'ELN, la présence de PBI est particulièrement importante. Malheureusement, la violence a augmenté depuis 2016 : les DDH tels que les leaders communautaires ou les activistes environnementaux et territoriaux sont les cibles de ces attaques. Le vide laissé par l'absence d'autorités compétentes dans les anciennes zones de guérilla est vite rempli par de nouveaux acteurs armés qui n'offrent aucun répit aux populations civiles locales. L'appât de grands intérêts économiques incite aussi à l'expropriation des terres et à l'expulsion des communautés autochtones et afro-colombiennes.



Action sur demande et non-ingérence.

Dans le passé, plus précisément en 1994, PBI est intervenue en Colombie suite à une demande. C'est une des raisons pour lesquelles je me sens attachée à cette organisation : PBI n'agit que sur demande et ne pratique pas l'ingérence. Après tout, c'est le peuple colombien qui doit résoudre les conflits. Il faut un équilibre entre souveraineté nationale, engagement local et pression internationale au profit des droits humains. L'histoire nous démontre que c'est une bonne combinaison.

Résolution pacifique des conflits, vérité et réconciliation.

Demain, la présence de PBI sera tout aussi importante. En effet, le traité de paix veut aussi rendre justice en révélant les crimes de guerre passés. Des atrocités ont été commises, laissant d'innombrables victimes. De nombreuses familles attendent depuis des années d'avoir des éclaircissements sur les faits et d'obtenir réparation. Les DDH continueront de faire campagne pour les droits des victimes. La transition du conflit vers une démocratie stable est un processus laborieux mais inspirant à la fois. Les vérités sont révélées et la réconciliation est possible précisément parce que les personnes engagées ne perdent pas la foi que les choses vont s'améliorer. Je veux soutenir ce processus de résolution non-violente des conflits en Colombie. Maintenant.

Article de PBI-Suisse

